



I-Sahel

Infos du Sahel



VOTRE BIMENSUEL DU 10 AU 25 JANVIER 2024
sahelnews333@gmail.com

N° 000

RAPPROCHEMENT ENTRE LA GUINÉE ET LE RWANDA: QUE **GAGNENT** LES DEUX PARTIES ?

Depuis son arrivée au pouvoir, Mamadi Doumbouya, élevé au grade de général a renforcé les relations diplomatiques entre Conakry et Kigali.

P 2-3



**LIVRE SUR LE
NIGER:
SYLVAN ITTÉ
CENSURÉ**

P. 4



**MAHAMAT
IDRISS DEBY
REÇU PAR
POUTINE**

P.5



**LE NUMERO 2 DE
L'ETAT
ISLAMIQUE AU
BURKINA TUE
PAR L'ARMEE**

P. 6

Rapprochement entre la Guinée et le Rwanda:

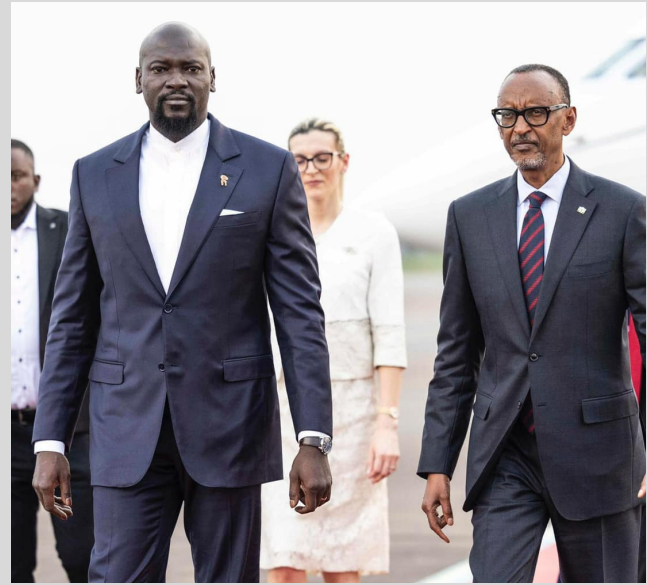
Que gagnent les deux parties ?

Depuis son arrivée au pouvoir, Mamadi Doumbouya, élevé au grade de général a renforcé les relations diplomatiques entre Conakry et Kigali.

Plus de 4500 kilomètres les séparent. Pourtant, la Guinée et le Rwanda se sont beaucoup rapprochés ces derniers mois. Après le séjour du président Paul Kagamé à Conakry en avril 2023, le président de la transition guinéenne, le général Mamadi Doumbouya s'est rendu ce jeudi 25 janvier à Kigali. À sa descente d'avion il a été accueilli par son homologue rwandais qui constitue pour lui, selon Florent Geel, médiateur dans les conflits armés et Senior political advisor, qui s'est entretenu avec I-Sahel « un soutien de poids » eu égard au leadership incarné par le maître de Kigali.

« Par ailleurs, ces échanges diplomatiques au niveau des présidents sont importants pour les deux pays. En ce qui concerne le Rwanda, Paul Kagamé cherche à renforcer son influence et ses relations avec les pays en dehors de la région des Grands Lacs. Pour ce faire, il a mis en place une efficace diplomatie militaire à l'œuvre depuis des années dans le maintien de la Paix et depuis 2020 dans des relations bilatérales. Ainsi comme je l'expliquais dans une récente série d'articles sur le sujet, en RCA puis au Mozambique, le Rwanda a mobilisé ses forces armées ainsi que ses entreprises pour soutenir les pouvoirs en place et combattre les groupes armés et les groupes djihadistes », renseigne M. Geel. Pour quel gain ? L'analyste explique qu'« en contrepartie, les entrepreneurs rwandais bénéficient de facilités pour mener leurs affaires et qu'en cas d'accord cela pourrait être le cas en Guinée aussi », soulignant également que l'autre sujet d'intérêt pour le Rwanda, reste le secteur minier guinéen.

« En la matière le Rwanda a construit une raffinerie moderne pour fondre la production nationale et régionale d'or », rappelle M. Geel pour qui « il est probable que ce soit un sujet d'intérêt pour la Guinée ».



Florent Geel trouve qu'en dehors du fait que le régime de la transition a « besoin d'alliés politiques influents comme Paul Kagamé », le général Doumbouya a déclaré vouloir s'inspirer du modèle rwandais qui a su insuffler une nouvelle dynamique dans le domaine de la sécurité, du Numérique et des infrastructures. « Autant de secteurs dans lesquels le Rwanda a développé de réels savoir-faire. Ainsi, les entreprises de BTP rwandaises ont d'importants marchés et ont été un des outils de la reconstruction et de la modernisation du Rwanda après le génocide des Tutsis », explique notre interlocuteur.

Cependant, ce rapprochement avec Paul Kagamé fait grincer des dents au sein de l'opposition guinéenne pour qui, relève Florent Geel, « l'évocation du « modèle rwandais » inquiète en raison de la longévité de Paul Kagamé à la tête du Rwanda ». Au pouvoir depuis plus d'une vingtaine d'années, le chef de l'État rwandais va concourir pour un nouveau mandat en 2024. Et tout porte à croire qu'il remportera cette élection comme les précédentes.

« L'opposition craint que cela n'incite pas le général Doumbouya à organiser les élections et rendre le pouvoir aux civils. Par ailleurs, le modèle économique rwandais est très lié au parti au pouvoir. Ainsi, la holding Crystal Ventures qui contrôle des secteurs tels que le BTP, la sécurité privée, ou encore certaines entreprises d'agro-alimentaire au Rwanda est directement contrôlée par le Front patriotique rwandais (FPR). La construction d'un tel système en Guinée inquiète de nombreux acteurs locaux notamment en raison du rôle spécifique de l'armée dans l'histoire du pays », analyse t-il.

I-Sahel

I-Sahel sur les réseaux sociaux

Twitter; @Sahelnewsof

Linkedin: I-Sahel

Facebook: I-sahel

Site: <https://infosdusahel01.wixsite.com/infosdusahel>

Email: sahelnews333@gmail.com

Vous pouvez soutenir I-Sahel en faisant vos dépôts sur le numéro à l'affiche. Merci d'avance



LIVRE SUR LE NIGER: Sylvain Itté censuré

Le diplomate français a été sommé de quitter le Niger par les nouvelles autorités issues du coup d'Etat du 26 juillet.

L'ambassadeur de France au Niger, Sylvain Itté envisageait de publier un livre intitulé « Au cœur de la diplomatie française en Afrique ». Mais cet ouvrage dont la publication était prévue le 13 mars prochain, selon le Canard Enchaîné, ne sera pas dans les rayons des librairies et pour cause. Le Quai d'Orsay s'est opposé à sa sortie.

Le 16 janvier dernier, la Secrétaire générale du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Anne-Marie Descôtes a adressé une lettre au diplomate français, auteur du livre pour lui demander de renoncer à son projet. Selon Mme Descôtes, le projet de l'ambassadeur Itté, « apporte de nombreuses informations sur le dispositif français en termes de gestion de crise », sur ses « échanges avec les autorités françaises comme avec les acteurs nigériens ».

Elle poursuit, soulignant que l'ouvrage met en lumière aussi le « rôle, les motivations et la personnalité des interlocuteurs » du diplomate et d'une « façon sur plus générale (...) la conduite de notre politique extérieure ».

Ambassadeur de France au Niger, Sylvain Itté a été déclaré non grata par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), la junte qui a pris le pouvoir le 26 juillet dernier. Après un bras de fer de plusieurs semaines, le diplomate français a quitté Niamey dans un contexte de brouille diplomatique avec Paris. Les autorités françaises ont condamné le putsch contre leur allié, Mohamed Bazoum qui a permis aux forces françaises, contraintes de quitter le Mali de s'installer au Niger. Emmanuel Macron s'est aligné sur la ligne radicale de certains chefs d'Etat ouest-africains, en faveur d'une intervention militaire pour rétablir Bazoum dans ses fonctions. En réaction, les nouveaux maîtres du Niger n'ont pas hésité à exiger et obtenu le départ des soldats de l'armée française du pays.



Ambassadeur de France au Niger, Sylvain Itté a été déclaré non grata par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), la junte qui a pris le pouvoir le 26 juillet dernier. Après un bras de fer de plusieurs semaines, le diplomate français a quitté Niamey dans un contexte de brouille diplomatique avec Paris. Les autorités françaises ont condamné le putsch contre leur allié, Mohamed Bazoum qui a permis aux forces françaises, contraintes de quitter le Mali de s'installer au Niger. Emmanuel Macron s'est aligné sur la ligne radicale de certains chefs d'Etat ouest-africains, en faveur d'une intervention militaire pour rétablir Bazoum dans ses fonctions. En réaction, les nouveaux maîtres du Niger n'ont pas hésité à exiger et d'obtenir le départ des soldats de l'armée française du pays.

Depuis, les relations entre les deux pays ne cessent de se dégrader. Une situation d'autres puissances, à l'image de la Russie, de la Chine ou même de l'Iran exploitent pour renforcer leur coopération avec ce pays du Sahel central, confronté comme ses voisins malien et burkinabè au terrorisme islamiste.

I-Sahel

Russie: Mahamat Idriss Déby félicité par Poutine pour avoir “stabilisé” le Tchad



C'est la première visite d'un président tchadien en Russie depuis 56 ans.

Arrivé mercredi 24 janvier à Moscou pour une visite de travail, le président de la transition tchadienne, Mahamat Idriss Déby Itno s'est entretenu avec le président russe, Vladimir Poutine. Occasion pour le maître du Kremlin de rappeler que les relations entre la Russie et le Tchad « se sont développées au fil des années, particulièrement intensivement ces dernières années », soulignant que « les contacts se poursuivent tant à travers le ministère des Affaires étrangères qu'à travers les parlements ».

V. Poutine qui dit suivre de près la situation politique au Tchad, s'est réjoui de l'organisation du référendum, convaincu que « les élections générales se tiendront à un niveau élevé dans un avenir proche ». « Nous sommes heureux que vous ayez réussi et parvenez à stabiliser la situation dans le pays », a ajouté le président russe, s'engageant pour consolider cet acquis.

Après son accession au pouvoir suite à la mort de son père, Idriss Déby Itno en avril 2021, Mahamat Idriss Déby Itno a initié des pourparlers avec les rebelles. Concertations au terme desquelles la grâce a été accordée à des centaines de rebelles emprisonnés.

La même mesure sera aussi prise pour les participants aux manifestations d'octobre 2022 à l'initiative du chef des Transformateurs, Succès Masra. En exil, ce dernier fera l'objet d'un mandat d'arrêt international de la justice tchadienne avant d'être autorisé à rentrer à la faveur de la signature d'un accord avec la transition.

Participant activement à la victoire du « Oui » au référendum constitutionnel, consacrant l'Etat unitaire décentralisé, Masra a été nommé chef du premier gouvernement de la Ve République.

Qualifiant sa visite en Russie d'historique, le jeune chef d'Etat a rappelé que la dernière visite d'un président tchadien à Moscou remonte à 1968 lors que François Tombalbaye était président de la République. Le chef de l'Etat tchadien espère que « cette visite nous permettra de renforcer nos relations bilatérales et de renforcer nos relations dans toutes les directions. »

I-Sahel

Au Burkina, le numéro 2 de l'Etat islamique tué par l'armée

Ce succès de l'armée burkinabè intervient quelques jours après l'élimination à la frontière malienne de plusieurs dizaines de jihadistes.

L'armée burkinabè aurait éliminé, dimanche 21 janvier, le chef jihadiste Harouna Oulel alias Abdel-Malick alias Malick dans la zone de Markoye, informe l'agence d'information du Burkina. Il est présenté comme le 2nd de l'Etat islamique au Sahel (anciennement Etat islamique au Grand Sahara, EIGS) au Burkina.

Il était recherché depuis plusieurs mois par l'armée en raison de sa nocivité. L'homme était un spécialiste des embuscades contre les forces de défense dans la région du nord. Pour en finir avec lui, l'Etat major des armées avait mis sa tête à prix pour 150 millions de francs CFA dans un lot de 20 personnes tout aussi dangereuses pour la sécurité des Burkinabè.

Tout a fait compréhensible que l'élimination de ce jihadiste, ancien lieutenant du défunt chef jihadiste, Abdelhakim al-Sahraoui soit considérée comme une victoire.

La zone dans laquelle il a été tué par les vecteurs aériens burkinabè composés essentiellement de drones turcs Bayraktar, rajoute à l'importance de son élimination. Située dans la province de l'Oudalan, région du Sahel, Markoye a été dès 2015 cible de plusieurs attaques jihadistes. Lesquelles ont permis à l'ancien EIGS de marquer sa présence au Sahel, de pousser le commandement central syro-irakien d'accepter l'allégeance d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui, un ancien cadre du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique en Afrique de l'Ouest qui avait occupé la ville de Gao en 2012.



Dimanche 14 janvier, l'armée burkinabè a procédé à des frappes de drones, tuant plusieurs dizaines de jihadistes qui s'apprêtaient à pénétrer en territoire malien.

L'armée malienne a tué, dimanche 21 janvier, Abdoulwahab Ould Chogaib, cadre de l'EIS à Inaraban, au sud de Ménaka.

I-Sahel

Une centaine de Franco-maliens refoulés de Bamako : que s'est-il passé ?



Depuis le coup d'Etat d'août 2020 au Mali, les relations avec la France ne cessent de se détériorer.

Entre mardi et mercredi dernier, une centaine de personnes qui se sont présentées à l'aéroport de Bamako comme des Franco-maliens ont, à la surprise des concernés, été refoulés. Mais selon les autorités maliennes, c'est une décision légale qui s'explique dans un contexte de brouille diplomatique entre la France et le Mali.

S'exprimant sur le sujet dans l'édition de 20 heures du journal télévisé du jeudi 18 janvier, le ministre des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine, Moussa Ag Attaher a rappelé qu'il y a un moment, la France a fermé son service consulaire à Bamako et qu'en réponse, le Mali en a fait de même avec ses services à Paris. « Suite à cela, il est clair que tout voyageur à destination du Mali doit se munir de tous les documents de voyage nécessaires », précise le ministre, ajoutant que tel n'était pas le cas pour la centaine de refoulés qui n'ont présenté que le passeport français aux services maliens à l'aéroport.

Poursuivant, le ministre Ag Attaher déclare qu'ils devaient avoir par devers eux un visa pour fouler le sol malien, en vertu de l'application de la réciprocité. Ce qu'ils n'avaient pas non plus, d'où leur refoulement. Cependant, le ministre malien a indiqué que des solutions sont en étude pour faciliter l'accès au Mali aux binationaux franco-maliens. Mais en attendant, il conseille à ces derniers, de se procurer le passeport malien. Car « c'est un droit pour eux », rappelle-t-il.

Cette situation décrit la nature exécrationnelle des relations entre la France et le Mali. Depuis l'arrivée des colonels au pouvoir suite à l'éviction d'Ibrahim Boubacar Keita, les deux pays n'ont cessé de poser des actes de défiance mutuelle sur fond de rapprochement entre Bamako et Moscou. L'arrivée d'instructeurs russes, considérés par les chancelleries occidentales comme des mercenaires de Wagner a été le point de non-retour, poussant du coup les militaires de l'opération Barkhane à la sortie. Dans une récente sortie, le président de la transition malienne, le colonel Assimi Goïta a déclaré faire l'objet de pressions de la France et d'une autre puissance étrangère pour imposer au Mali un dirigeant de la transition.

I-Sahel

Mali : Le colonel Goïta révèle des « pressions extérieures » pour nommer des dirigeants de la transition

Des colonels ont déposé en août 2020 feu le président Ibrahim Boubacar Keita après une série de manifestations des forces vives de la nation.

Lors de sa présentation de vœux aux forces vives de la nation, le lundi dernier, le président de la Transition au Mali, le Colonel Assimi Goïta a fait des révélations sur les pressions extérieures qu'il aurait subies dans le choix des dirigeants au Mali.

C'est ainsi qu'il a indiqué avoir refusé « des propositions de la France, de la CEDEAO et d'une puissance étrangère » pour diriger la transition au Mali. Selon ses propos prononcés en langue locale, « Emmanuel Macron m'a appelé pour me proposer trois noms, éléments clés de la France, qui allaient diriger la transition malienne, lors des concertations de 2020 ». Il dit avoir répondu que c'étaient « aux Maliens d'en décider ».

En août 2020, un groupe de colonels a évincé le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) avant de nommer Bah N'daw à la tête d'une transition qui sera « rectifiée » sept mois plus tard par ces mêmes militaires.

Il a également révélé que le représentant d'une autre puissance étrangère qu'il a reçu en audience lui a proposé deux noms pour la même fonction. Il dit avoir encore répondu non à celui-ci.

Ce n'est pas tout. Le président de la transition malienne a rappelé un sommet de la CEDEAO à Accra où il s'était déplacé en compagnie du ministre de la Réconciliation nationale.



Au cours de cette rencontre, il a déclaré que les dirigeants de l'organisation « lui ont dit que tout était ok » et qu'ils ont « déjà trouvé quelqu'un pour diriger la transition ». Là encore, il dit avoir non seulement répondu par la négative mais en plus il a dit que « c'est moi Assimi Goïta qui vais diriger cette transition ».

Ces propos relancent le débat sur les pressions extérieures subies de la part de puissances pour le choix des dirigeants africains.

Rappelons que les militaires français de l'opération Barkhane ont été poussés à la sortie par les autorités maliennes sur fond de brouille diplomatique entre Paris et Bamako qui a fait appel à des instructeurs russes pour lutter contre le terrorisme. A cela, il faut aussi ajouter le départ définitif depuis décembre dernier, de la Mission onusienne de ce pays sahélien en proie à une crise sécuritaire depuis plus d'une dizaine d'années.

Au Sénégal, la candidature de Karim Wade invalidée

Le fils de l'ancien président est déchu de sa nationalité française mardi 16 janvier.

Karim Wade, candidat du Parti démocratique sénégalais (PDS), en exil au Qatar depuis sa sortie de prison en 2016 suite à une grâce présidentielle, était ces derniers jours au milieu d'une polémique sur sa double nationalité suite à la diffusion sur les réseaux sociaux d'un document attestant de sa présence sur le fichier électoral français.

Saisissant l'occasion, un candidat à la présidentielle, en l'occurrence Thierno Alassane Sall, également ancien ministre sous Macky Sall, a affirmé mener des investigations, soulignant que l'article 28 de la Constitution sénégalaise dispose que tout candidat doit être exclusivement de nationalité sénégalaise. Lundi 16 janvier, il a déposé un recours au Conseil constitutionnel aux fins d'invalidation de la candidature du fils de l'ancien président du Sénégal.

C'est pourtant le même jour choisi par le tout nouveau Premier ministre français, Gabriel Attal pour déchoir Wade fils de sa nationalité française. La question qui se posait dès lors était est de savoir si le CC a fait les vérifications nécessaires en validant quatre jours plus tôt la candidature de l'ancien ministre des Infrastructures sous le magistère de son père ?

Comme 91 prétendants au fauteuil présidentiel, Karim Wade a déposé son dossier de candidature en s'appuyant sur le parrainage des députés du PDS et de huit autres pièces dont une déclaration à l'honneur qu'il est exclusivement de nationalité sénégalaise. Finalement, la haute juridiction a déclaré la candidature de l'ancien ministre « de la Terre » et du « Ciel » comme aimaient à l'appeler ses compatriotes, irrecevable le 20 janvier dernier.

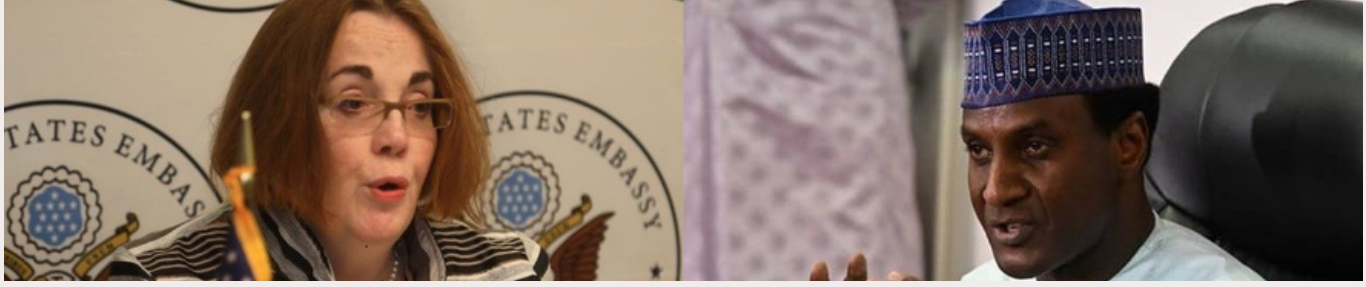


La liste des candidats à la présidentielle a été arrêté à 20 parmi lesquels le plan B d'Ousmane Sonko, Bassirou Diomaye Faye également en prison comme son leader, le chef de l'opposition sénégalaise.

Rappelons que le président en exercice, Macky Sall n'est pas candidat à la présidentielle. Il a désigné son premier ministre, Amadou Bâ pour représenter la coalition au pouvoir.

I- Sahel

Ce que le Niger attend des Etats-Unis



Les autorités nigériennes affirment avoir plus besoin d'investissements que de présence militaire étrangère.

Le Niger semble avoir pris son destin en main. Après le coup d'Etat du 26 juillet contre Mohamed Bazoum, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) a dénoncé les accords militaires du Niger avec la France. Ainsi, les militaires français qui étaient sur le sol nigérien ont été poussés à la sortie. La cérémonie marquant la fin des opérations françaises au Niger s'est tenue vendredi 22 décembre sur la base aérienne 101 de Niamey. Mais ce n'était que le début puisque trois jours plus tôt, le CNSP a annoncé, en marge de la visite du ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, la révision de tous les accords de défense avec les pays disposant de bases sur le sol nigérien.

Dans un enregistrement vocal devenu viral, le premier ministre nigérien, Ali Mahaman Lamine Zeine explique ce nouveau postulat. « Le Nigérien retrouve sa fierté, sa dignité, sa rage de vaincre », clame le chef du gouvernement qui affirme avoir tenu ces propos lors de sa rencontre en décembre avec la secrétaire d'Etat américaine adjointe chargée des Affaires africaines. Molly Phee était en déplacement au Niger pour discuter des conditions de la coopération militaire avec ce pays.

Des militaires américains sont présents au Niger où les Etats-Unis ont construit une base dans le nord, à Agadez.

«Nous aider ou partir»

Mais le premier ministre nigérien affirme lui avoir fait savoir que le Niger « préfère voir des investisseurs que des militaires américains ».

A cet égard j'ai rappelé que jusqu'à fin 2010, il n'y avait pas un seul militaire étranger sur notre territoire », a ajouté M. Zeine, soulignant dans la même veine qu'il n'avait pas non plus « un seul terroriste sur notre territoire ». « Je lui ai dit comment pouvez-vous nous empêcher d'établir une corrélation directe entre la présence de ces militaires et celle des terroristes », a rapporté l'ancien directeur pays de la Banque africaine de développement au Tchad. Pour lui, le Niger attend plus des Etats-Unis qu'ils s'investissent pour aider le Niger dans sa nouvelle orientation pour l'affirmation de sa souveraineté ou « partir ».

Dans le cadre de la diversification de ses partenaires, le Niger densifie sa coopération avec la Russie, l'Iran et la Turquie où le premier ministre est attendu cette semaine. Comme le Mali et le Burkina, le Niger fait face à une insurrection jihadiste menée par des groupes affiliés à l'Etat islamique ou à Al-Qaïda.

I-Sahel

Burkina: nouvelle tentative de déstabilisation de la transition ?

En septembre dernier, une tentative de déstabilisation de la transition avait été déjouée, selon les autorités burkinabè.

Le capitaine Ibrahim Traoré aurait-il échappé à une tentative d'assassinat ce week-end ? C'est la conviction de ses soutiens qui se sont mobilisés sur les réseaux sociaux pour appeler à occuper toutes les villes du Burkina pour empêcher l'exécution d'un projet préparé par des « comploteurs » contre la transition en cours. En tête de ce peloton, l'activiste Ibrahima Maiga, installé aux Etats-Unis, qui a multiplié les publications sur Facebook pour éventrer une supposée conspiration visant le successeur du lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba.

Pour conforter ses dires, l'activiste a partagé un enregistrement audio publié par un groupe qui se fait appeler « Anonymous » dans lequel un proche du lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, évincé en septembre 2022, affirme vouloir attenter à la vie du capitaine Traoré. Dans le même sillage, Maiga annonçait samedi 13 janvier, tard dans la soirée, l'arrestation de plusieurs personnes liées à la tentative d'assassinat visant le capitaine Traoré. Le gouvernement burkinabè a affirmé dans un communiqué avoir déjoué une nouvelle tentative de déstabilisation de la transition, détaillant comment les auteurs comptaient agir pour arriver à leurs fins.

Arrestation de l'ancien patron de la gendarmerie

D'ailleurs, c'est au cours des investigations que le lieutenant-colonel Evrard Somda et de trois autres militaires ont été mis aux arrêts. Depuis plusieurs mois, le lieutenant-colonel Somda était presque en résidence surveillée après son éviction de la tête de la gendarmerie burkinabè jugée hostile au chef de la transition.



Dans la même période, les autorités avaient annoncé avoir déjoué une tentative de subversion ayant mené à l'arrestation de quatre officiers alors que deux autres sont en fuite, selon le parquet militaire.

Le capitaine Ibrahim Traoré est arrivé au pouvoir en septembre 2022, après avoir déposé un autre militaire, le lieutenant-colonel Damiba lui-même auteur d'un coup d'Etat huit mois plus tôt contre le président élu, Roch Marc Kaboré. Depuis son accession à la magistrature suprême, le jeune capitaine a mis fin aux accords de défense liant Ouagadougou et Paris, entraînant le départ de la task force Sabre du pays.

Le chef de l'Etat burkinabé qui s'est rapproché de la Russie est un militant d'une coopération active avec ses voisins du Sahel central, notamment le Mali et le Niger. Les trois pays qui font face à une insurrection jihadiste ont créé en septembre 2023 l'Alliance des Etats du Sahel (AES) pour lutter efficacement contre les groupes jihadistes dans la région des trois frontières.

I-Sahel

Tchad : Mahamat Idriss Déby candidat à la prochaine présidentielle



Son premier ministre n'a pas encore décidé de participer à la présidentielle.

Samedi 13 janvier, le Mouvement patriotique du salut (MPS) a tenu son 11e congrès extraordinaire à Ndjamena. L'occasion pour l'ancienne formation politique au pouvoir de choisir son candidat à la présidentielle qui devrait avoir lieu vers la fin de l'année. Et c'est l'actuel président de la transition, le général Mahamat Idriss Déby Itno sur qui a désigné pour représenter le MPS.

Le jeune général est arrivé au pouvoir en avril 2021 suite à la mort de son père Idriss Déby dans le nord du pays lors d'une contre-offensive de l'armée contre les rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT). Il avait été désigné à la tête d'un Conseil militaire et consolidé après que le président de l'Assemblée nationale a renoncé à assurer l'intérim comme le prévoit l'ancienne Constitution. Installé à la tête du pays, Début fils s'était engagé pour une transition de 18 mois avant de prolonger cette durée de deux ans supplémentaires à la faveur d'un Dialogue national inclusif dont l'une des recommandations phares est la tenue d'un référendum constitutionnel.

En octobre 2022, Succès Masra, leader des Transformateurs et principale figure de l'opposition avait appelé à manifester pour protester contre cette prolongation de la transition jugée injustifiée. Des dizaines de manifestants ont perdu la vie dans les échauffourées avec les forces de l'ordre.

A la suite de ces remous, un mandat d'arrêt a été lancé contre Succès Masra, exilé. Mais un accord signé avec le pouvoir, facilité par Félix Tshisekedi, président de la République de la République démocratique du Congo, a permis à l'opposant de rentrer le 3 novembre 2023 dernier et d'être nommé lundi 1er janvier dernier Premier ministre du tout premier gouvernement de la cinquième République après l'adoption d'une Constitution qui permet au président de se présenter aux présidentielles.

Après sa nomination, l'ancien opposant Succès Masra n'a pas encore confirmé sa participation à ces élections devant sanctionner la fin de la transition. Dans un entretien avec la télévision nationale, il a indiqué que sa priorité de l'heure, c'est «être au service des Tchadiens».

I-Sahel

En Afrique, l'Etat islamique répond à l'offensive israélienne à Gaza

Des experts prédisent la poursuite des opérations de l'organisation terroriste.

L'Etat islamique a lancé une campagne baptisée « Tuez-les où vous les trouvez » pour répondre à l'offensive israélienne contre la bande de Gaza suite à l'attaque du Hamas dans le territoire israélien. Une réponse qui a fait plus de 20 000 victimes constituées majoritairement de civils, selon les autorités palestiniennes.

Lors de son discours du 4 janvier dernier, un enregistrement vocal de 30 minutes, le porte-parole du groupe-jihadiste, Abou Houzaifa al Ansari a demandé, au nom du calife nouvellement installé, aux provinces de s'attaquer aux « juifs, aux croisés (chrétiens) ainsi qu'à leurs alliés ». Depuis, les attaques se multiplient dans le monde. Avec ses huit provinces, représentant plus de la moitié des filiales de l'Etat islamique tous continents confondus, l'Afrique n'est pas épargnée.

Les filiales de l'organisation terroriste en Afrique de l'ouest, du centre, de l'est et dans le Sahel se sont fait remarquer au cours de ces derniers jours, en adéquation avec les directives du commandement central. C'est ainsi que l'attaque du 2 janvier contre un supermarché à Maraba, dans l'Etat de Nasarawa a été inscrite dans le sillage de cette attaque. Les médias locaux ont fait état de cinq personnes tuées suivant cet incident dans lequel l'EI affirme avoir visé des chrétiens. Le 9 janvier, le même groupe a affirmé avoir tué plusieurs personnes à Bargaram, au Cameroun, à la frontière avec le Nigeria. Dans la même semaine, précisément le 4 janvier, l'armée nigériane a tué dans une frappe aérienne Ba Shuwa, sous-gouverneur de Tombouctou-Farouq et de Sambisa.

Mais ce revers dans le nord du Nigeria n'a pas refroidi les ardeurs des jihadistes puisqu'au Sahel, l'EI a mené une attaque contre une milice touareg à Kobé, dans la région de Tombouctou, faisant huit morts.



Capture de la vidéo de l'attaque de Bargaram, au Cameroun le 9 janvier

Quatre jours plus tôt, l'armée malienne a été visée entre Anderamboukane et Ménaka. Plusieurs de ses éléments auraient péri.

En Afrique centrale, l'organisation terroriste s'en est également prise à des villages chrétiens alors qu'au Mozambique, la branche locale de l'EI a attaqué dix-huit villages entre le 3 et le 8 janvier dans trois différents districts du nord même si le groupe n'en a revendiqué que quatre.

Selon les experts des mouvements jihadistes, ces attaques sur le continent noir vont se poursuivre car il s'agit pour les insurgés de marquer leur présence dans les zones où ils sont établis au fil de ces dernières années. L'enjeu, c'est également de démontrer leur allégeance au nouveau calife, Abu Hafs al Hashimi al Qurashi qui n'a pris fonction qu'en août 2023 après la confirmation de son prédécesseur, Abu Hussein Al-Husseini Al-Qurashi, mort en Syrie.

I-Sahel

Libération de Bazoum fils : une nouvelle victoire de la diplomatie togolaise ?

L'implication du Togo dans la résolution de la crise nigérienne est déterminante.

Le fils de l'ancien président du Niger est un homme libre depuis lundi 8 janvier. La justice militaire nigérienne lui a accordé une liberté provisoire. Mardi matin, un communiqué du ministère togolais des Affaires étrangères a précisé que c'est suite à une médiation du Togo et de la Sierra Leone, sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que Salem Bazoum a été relâché. Même si c'est sous tutelle de l'institution sous-régionale, cette évolution positive ne saurait avoir lieu sans l'implication du Togo.

Le Togo mène la danse

Dès le début de la crise nigérienne, Lomé a privilégié la voie diplomatique avec le Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP), au moment où d'autres pays de la Cédéao mettaient le curseur sur une intervention militaire pour libérer le président Bazoum et son rétablissement dans ses fonctions de président élu. Partant de ce postulat, Lomé a été invité en novembre dernier par Niamey pour mener les discussions avec la Cédéao pour une sortie de crise négociée, option finalement retenue par l'institution sous-régionale lors de son dernier sommet du 10 décembre au Nigeria.

Les dirigeants ouest-africains envisagent même d'alléger les sanctions contre Niamey, à condition que la junte libère la famille Bazoum et définit une transition de courte durée. Pour y parvenir, la Cédéao a désigné un comité Ad Hoc composé du Togo, de la Sierra Leone et du Bénin. Depuis, les médiateurs ouest-africains, menés par le leadership togolais, multiplient les séjours à Niamey en vue d'arriver à un consensus avec les militaires au pouvoir.



Un premier gain de cette mission est la libération « à titre humanitaire » du fils de Mohamed Bazoum qui peut reprendre ses études après sept mois de vacances forcées. « C'est une victoire de la diplomatie togolaise », analyse Dr Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network.

Il faut noter que ce positionnement du Togo comme médiateur n'aurait pas été possible si Lomé n'avait pas mis à la disposition de Niamey son port suite aux sanctions draconiennes de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), en réaction au coup d'Etat du 26 juillet. La bouée de sauvetage togolaise est tellement importante que le Niger a rejeté la main tendue du Bénin qui, après la suspension des importations des marchandises à destination de Niamey décidée par le port de Cotonou, a levé cette mesure.

La Chambre de commerce nigérienne a demandé aux commerçants de continuer d'utiliser les corridors empruntés depuis la fermeture des frontières avec certains pays de la CEDEAO.

Qu'est-ce qui fait courir Faure Gnassingbé ?

Cependant, force est de constater que ce n'est pas la première prouesse du Togo dans la sous-région. On se rappelle que c'est suite à la médiation menée par Lomé que les 49 militaires ivoiriens arrêtés en 2022 au Mali et accusés de tentative de déstabilisation de la transition, ont été finalement libérés et autorisés à rentrer chez eux. La question est maintenant de savoir qu'est ce qui fait courir Lomé ?

Selon Dr Bagayoko, « c'est la volonté de se préserver d'un coup d'Etat par ses propres militaires » qui motive Faure Gnassingbé qui, à en croire la spécialiste de l'Afrique de l'ouest chercherait aussi à se mettre au niveau de son père, Gnassingbé Eyadema, « roi de la gestion des conflits dans la CEDEAO ». L'ancien secrétaire général de la CEDEAO, Mohammed Ibn Chambas disait à propos du président Eyadema qu'il était un « négociateur infatigable et chantre du dialogue » qui a su, « par ses qualités d'homme d'Etat s'imposer comme acteur incontournable de la paix et de la sécurité dans la sous-région ». « C'est ainsi qu'il s'est impliqué dans la crise en Sierra Leone, au Liberia, en Guinée Bissau et récemment en Côte d'Ivoire », ajoutait M. Chambas. Une doctrine rappelée par Faure Gnassingbé lors de la visite du général Tiani au Togo, le 8 décembre dernier. « Attaché au dialogue et à la concertation pour promouvoir l'intégration régionale et le développement, le Togo reste engagé pour une approche pacifique dans la résolution des difficultés que connaissent nos pays », avait souligné le président togolais.

Mais certains analystes estiment que l'activisme de son fils au profit de la paix et de la stabilité dans la sous-région est un moyen pour Faure de se faire oublier, surtout que le Togo n'est pas une oasis de démocratie. Président depuis 2005, il en est à son quatrième mandat et tout porte à croire qu'il sera candidat à sa succession en 2025.

I-Sahel

I-Sahel sur les réseaux sociaux

Twitter; @Sahelnewsof

Linkedin: I-Sahel

Facebook: I-sahel

Site: <https://infosdusahel01.wixsite.com/infosdusahel>

Email: sahelnews333@gmail.com

**Vous pouvez soutenir I-Sahel en faisant vos dépôts
sur le numéro à l'affiche. Merci d'avance**



Infos Du Sahel



+221 773771401



**Orange
Money**